

Élections CTP
DDCS
19 octobre 2010



F.S.U.

Fédération Syndicale Unitaire

*Pour un
syndicalisme
de lutte,
priviliégiant
l'unité
d'action.*

**Dans la Fonction
Publique de l'État,
les personnels ont
choisi de faire de
la FSU la première
organisation
syndicale.**

Présente dans les différents ministères, elle privilégie l'unité d'action et défend toutes les catégories d'agents, titulaires ou non-titulaires, de statut public ou privé, en refusant les corporatismes. La FSU porte les valeurs d'un service public garantissant l'intérêt général et la solidarité sociale. Elle défend le statut, garant de l'indépendance et de la probité des agents publics.

***Votez FSU
pour le CTP***

La FSU agit avec les salariés du public et du privé, jeunes, actifs, chômeurs, retraités pour

- **une nouvelle répartition des richesses** assurant la solidarité et plus de justice sociale ;
- **le maintien du régime par répartition de la retraite à 60 ans à taux plein**, sans augmentation des durées de cotisation et sans décote ; **l'abrogation des lois de 1993 et 2003 et la mise en échec de celle voulue en 2010, la sauvegarde du Code des pensions** ;
- **l'augmentation des salaires** : traitement minimum fonction publique à 1600 € net et revalorisation du SMIC ;
- **la reconstruction des grilles indiciaires** dans la fonction publique avec revalorisation du point d'indice et rattrapage intégral des pertes ;
- **la création d'emplois à durée indéterminée**, CDI dans le privé, postes de fonctionnaires dans le public et partout le renforcement des droits des salariés ;
- **une autre politique de services publics** passant par l'arrêt des démantèlements en cours (suppressions de postes et coupes dans les budgets) ;
- **une politique industrielle et énergétique respectueuse de l'environnement et des peuples.**

Voter FSU, c'est voter pour des représentant(e)s qui défendent le service public et les personnels.

Les représentant(e)s FSU refusent les oppositions entre services d'origine. Ils s'engagent à débattre avec vous avant les réunions des CTP et CHS et à en rendre compte. Attachés à l'action intersyndicale, ils cherchent à développer des dynamiques unitaires pour que les revendications des personnels y soient entendues pour :

- l'amélioration des **conditions de travail** (horaires, espaces de travail et de détente, régime de congés, frais de déplacement, prise en charge de la restauration, médecine de prévention, etc.) ;
- le respect des missions de **service public**, notamment dans les projets de service ;
- la présentation par l'administration d'un bilan annuel au CTP ;
- la défense des différents statuts et des fiches de poste, l'exigence de création **d'emplois qualifiés et le refus du recours à la précarité**, aux affectations arbitraires et aux détournements de postes ;
- l'abandon des logiques d'individualisation des rémunérations ;
- **l'égalité** de traitement des hommes et des femmes et le refus de toutes discriminations ;
- **l'harmonisation par le haut** des situations des personnels ;
- l'accès à la **formation continue** pour les agents de toutes les catégories tout au long de la carrière ;

Les représentant(e)s FSU défendront l'intérêt de chaque agent, à commencer dans la rédaction des règlements intérieurs. Avec vous, la FSU et ses syndicats combattront toute régression et remise en cause de vos droits.

La RGPP et la REATE : une situation dramatique

La RGPP (révision générale des politiques publiques) et sa déclinaison territoriale ont pour objectif premier de détruire des emplois et de réduire les missions de l'État, portant atteinte à la notion même de service public national. Cette politique libérale du moins d'État externalise tout ou partie des missions, développe la précarité et réduit les moyens des services pour lutter contre les inégalités sociales et celles des territoires.

La loi « mobilité » rend les fonctionnaires flexibles et jetables. La possibilité de licenciements, de mise en disponibilité d'office, de recours aux agences d'intérim remet en cause le principe d'une fonction publique de carrière et l'indépendance des fonctionnaires face aux pressions.

La RGPP généralise les réorganisations brutales en prenant les personnels pour des pions.

100 000 postes supprimés en 3 ans et 34 000 suppressions prévues au budget 2011 et plus de 100 000 jusqu'à 2013 ! Autant de régressions qui touchent la justice, l'éducation, la culture, la santé, la jeunesse, les sports ou l'aménagement durable des territoires, etc.

Cette politique nuit gravement à l'efficacité du service public et à l'intérêt des usagers.

La FSU revendique une administration au plus près des citoyens avec

- le maintien et le développement des missions nationales d'un service public d'État, porteur de l'intérêt général, garant des enjeux collectifs ;
- le renforcement du statut général des fonctionnaires ;
- la relance d'une politique de l'emploi public stable, statutaire et qualifié ;
- le développement des compétences techniques et réglementaires dans tous les domaines d'action de l'État dans les départements : aménagement, développement et gestion des territoires, respect et défense de l'environnement, sécurité alimentaire et consommation, développement social, accès et droit au logement, réduction des inégalités et des exclusions, pratiques du sport et/ou d'éducation populaire pour tous, etc.
- une politique de gestion des personnels respectueuse des femmes et des hommes en lieu et place des pratiques managériales d'entreprise et le retour des autoritarismes.

Le 19 octobre, votez et faites voter FSU

DDCS : cohésion ou confusion sociale ?

La RGPP agit sur les structures pour réduire les missions et supprimer l'emploi. Les statuts des personnels seront rapidement touchés. En moins d'un an chacun a pu en mesurer les effets : diminutions d'emploi, coupes budgétaires, fusions de structures, dégradation des statuts, des conditions d'emploi et de travail et de santé des salariés qui ont à les subir.

La RGPP attaque les salariés autant que nos missions de service public. Les DDCS sont, avec les autres DDI des laboratoires de démantèlement qui génèrent de la confusion, coupent les fonctionnaires de leurs liens ministériels et les assimilent aux logiques préfectorales sous la coupe du ministère de l'intérieur.

La FSU agit pour :

- la réunification de la mission nationale de la santé avec celle de l'action sociale. Cette séparation est dangereuse pour l'action publique : les ARS ouvrent à terme la voie à la privatisation, donc à une santé pour les riches et une pour les pauvres en fonction des territoires ;

- le retour à un ministère de plein exercice pour les activités physiques et sportives. Celles-ci retrouvant ainsi un véritable service public autour de l'éthique sportive et de sa fonction sociale et éducative ;

- le rattachement des politiques de « jeunesse » à un ministère viable inscrit dans la mission éducative ;

- le recentrage des politiques d'État sur des missions permanentes et l'extinction des dispositifs qui structurent les services de manière aléatoire au gré des urgences ;

- la revalorisation urgente de l'ensemble de la filière administrative (prioritairement C et B) et le relèvement substantiel des régimes indemnitaires avec harmonisation par le haut ;

- la reconnaissance de la professionnalité des agents et la valorisation de la mission éducative des personnels techniques et pédagogiques du réseau jeunesse et sports, renvoyés vers des actions de réparation sociale.



Le service public,
on l'aime, on le défend